

## La guerre d'Algérie à l'épreuve de l'écrit\*

Dans sa quête de l'archive et de sources originales, l'historien du temps présent ne peut rester insensible aux publications qui ont cours actuellement, surtout quand elles émanent d'acteurs et de témoins directs d'évènements particuliers comme la guerre qui commença le 1<sup>er</sup> novembre 1954 en Algérie. L'objet de ma communication porte plus précisément sur quelques textes qui relèvent de plusieurs formes littéraires à la fois: mémoires, autobiographies, témoignages<sup>1</sup>. Sans vouloir évacuer la question de l'identification du genre auquel ils appartiennent, je les retiens comme histoires de vie et donc comme éléments d'une expérience vécue qui s'inscrit dans le contexte de la guerre et où interfèrent informations d'ordre privé et informations d'ordre public.

La plupart des auteurs insistent sur la nécessité de lever le voile sur quelques aspects de l'histoire récente de l'Algérie et donc de livrer des secrets à l'opinion publique. Parmi les motivations énoncées, A. Bouhara<sup>2</sup> déclare honnêtement vouloir apporter « des éclairages sur une tranche de l'histoire de notre pays, en livrant un maximum d'éléments d'information et en me libérant...de l'autocensure qui pèse sur de nombreux cadres de ma génération ». Cette déclaration sonne comme un aveu et semble vouloir rompre avec les contraintes imposées par le

---

\* Communication faite au colloque *Regards croisés sur la guerre d'Algérie*, organisé par le Centre de Recherches sur les littératures Modernes et contemporaines (CRLMC) de l'Université Blaise Pascal, Clermont Ferrand II, novembre 2003.

<sup>1</sup> Ne sont cités que les textes qui ont servi à l'élaboration de cette communication, pour une liste plus exhaustive, cf. notre article : Dits et non dits dans les mémoires de quelques acteurs de la guerre d'Algérie, *Rencontre WOCMES*, Université de Mayence, septembre 2002.

Mansour Rahal, *Les maquisards, pages du maquis des Aurès durant la guerre de libération*, Alger, Presses « Ech Chourouk » ; Abderazak Bouhara, *Les viviers de la liberté*, Alger, Casbah éditions, 2001 ; Mohamed Larbi Madaci, *Les tamiseurs de sable, Aurès-Nememcha, 1954-1959*, Rouiba, Anep, 2001 ; Mohamed Zeroual, *Les Nememcha pendant la révolution* (en arabe), Alger, Dar Houma, 2003

<sup>2</sup> L'auteur, lycéen à Constantine, rejoint le maquis dans la Zone 1 de l'Aurès, à l'âge de 18 ans, répondant ainsi à l'appel lancé par le FLN le 19 mai 1956. Il assumera diverses responsabilités au sein de l'ALN, dont la direction du 19<sup>ème</sup> Bataillon. En juillet 1962, il fait partie des officiers qui ont choisi le camp de l'Etat-major dirigé par le colonel Boumediène contre le GPRA.

discours véhiculé par l'historiographie officielle. Quant à M. Rahal<sup>3</sup>, il émet le souhait de « sortir de l'ombre et de l'oubli, dans les limites de la mémoire et de notes personnelles, une séquence non négligeable du maquis de la guerre d'indépendance ».

De son côté, Mohamed Larbi Madaci<sup>4</sup> juge « le moment venu de débarrasser l'histoire de l'insurrection dans l'Aurès et les Nememcha de ses mythes. Elle gagne à être connue dans sa réalité nue... ».

Chacun de ces textes publiés a comme préoccupation majeure de remplir *un devoir de mémoire* qu'il faut relier au contexte historique général de l'Algérie actuelle. Il importe en effet de rappeler au moins deux aspects qui exercent une réelle pression sur la génération de la guerre et qui donnent du sens à leurs écrits : les divers bouleversements qui n'ont cessé d'affecter la scène politique et plus particulièrement depuis 1988, ont eu comme conséquence essentielle de relativiser le monopole exercé par le parti FLN et ceux qui s'y rattachent d'une façon générale.

Mais il y a plus : *le désir de mémoire* exprimé par la jeunesse, à travers la création de nombreuses associations culturelles n'a pas manqué d'interpeller la conscience de quelques protagonistes de la guerre<sup>5</sup>. Même s'il est difficile de trouver une relation de cause à effet entre le désir des uns et le devoir des autres, il n'en demeure pas moins que l'exercice d'écriture se situe quelque part dans cette convergence entre désir de mémoire et devoir de mémoire et qu'il tente de répondre au malaise éprouvé par la communauté nationale quand à un passé récent et douloureux et une conjoncture difficile. Ce n'est pas la première fois que les questions de l'actualité politique incitent à l'ouverture de nouvelles perspectives pour la recherche historique.

Dans ce malaise aux formes multiples, ce qui pose problème tant aux générations de la guerre qu'aux générations post indépendance, c'est « l'héritage de la violence fondatrice » et l'impact « des blessures réelles et

---

<sup>3</sup> Mansour Rahal alias Saïd Ben Abdallah rejoint les rangs de l'ALN en février 1957. Après un stage de formation de radio au Maroc et en Tunisie, il est affecté à la fin de 1957, comme officier, chargé des communications au poste de commandement de la Wilaya 1 (Aurès). Il y reste jusqu'à l'indépendance.

<sup>4</sup> Mohamed Larbi Madaci, au contraire des deux auteurs précédents, a été moins impliqué. Il est arrêté à l'âge de 16 ans, en 1957 à Batna. Expulsé en France, il sera envoyé aux Etats Unis. De retour en 1962 en Algérie, il poursuit des études de médecine. Sa contribution est le fruit d'entretiens réalisés depuis 1969 avec Adjel Adjoul, Ammar Benchaïba dit Ali, Lakhdar Abidi dit Hadj Lakhdar, Messaoud Bellagoune, Mostefa Boucetta, Bicha Djoudi et Amor Mestiri, tous acteurs ayant participé au déclenchement de la guerre de libération.

<sup>5</sup> L'Algérie contemporaine souffre d'un déficit énorme de mémoire. Et contrairement à d'autres pays sortis victorieux de la guerre, l'Algérie ne dispose pas d'ouvrage d'histoire couvrant la période de la guerre de libération nationale.

symboliques»<sup>6</sup> qui se trouvent au cœur des interrogations. En effet, pendant plusieurs décennies, on a assisté à une mobilisation excessive de la mémoire au service d'une cause héroïque et à la mise à l'écart de nombreux conflits internes, ayant abouti à des liquidations sanglantes. Leur révélation participe à coup sûr d'une rupture salutaire en prenant de la distance entre un passé récent et le présent.

Les nouveaux matériaux sont autant de sources pour de nouvelles approches historiques. Cependant, si leur apport peut contribuer à une redéfinition des savoirs sur la guerre d'Algérie, il reste à s'interroger sur la finalité de la publication de ces mémoires. L'expérience montre que tout retour aux sources est à double tranchant : l'opération d'écriture aboutit à une opération d'objectivation mais elle peut cacher une volonté de récupération ou de réappropriation des rôles de ce passé. Ces réserves émises, l'intérêt majeur de ces textes est de permettre enfin l'élaboration d'une histoire politique intérieure de la guerre d'Algérie, à partir de *l'univers des individus*, ce qui rompt avec la tradition et l'unanimité du discours de l'histoire nationaliste.

A titre d'exemple, ce sont les affrontements survenus dans l'Aurès, dans les rangs des premiers noyaux de dirigeants du FLN-ALN, au lendemain du premier novembre qui ont été retenus pour donner un aperçu de la richesse de ces textes<sup>7</sup>.

### **La fin des secrets, la fin des tabous**

La région du massif de l'Aurès qui a connu l'embrassement dès novembre 1954, a fait l'objet de plusieurs publications ces dernières années dont la lecture croisée avec les archives du Service Historique de l'armée de terre (SHAT), fournit une cohérence diachronique aux faits rapportés. L'intérêt de ces textes est qu'ils mettent en perspective une succession d'événements occultés ou passés sous silence. Leur lecture révèle une histoire trouble et conflictuelle dans les maquis qui a pris, à maintes reprises, des contours dramatiques. En effet, ce n'est plus un secret pour personne que de nombreux opposants, désignés du terme arabe de « *muchawichines* » (littéralement perturbateurs) furent bel et bien liquidés par leurs compagnons de lutte.

---

<sup>6</sup> Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000.

<sup>7</sup> D'un auteur à l'autre, les thèmes abordés varient : les conditions d'adhésion au FLN/ALN, la grève du 19 mai 1956, la présence des maquis messalistes... des récits de bataille ou de simples accrochages, des désaccords à propos du congrès de la Soummam et bien sûr les violences internes dont la région de l'Aurès a été le théâtre.

Comment ces dissidences sont-elles rapportées par A. Bouhara, M.L. Madaci, M. Rahal ?

M. Rahal évoque franchement l'existence de la dissidence de nombreux membres de l'ALN, dans les maquis de la *wilaya* Aurès-Nememcha. Mieux, il tente d'analyser les causes à l'origine de la contestation qui a fait tâche d'huile dans les rangs des maquisards de la région. Fin observateur, il ne manque pas de faire une place aux structures sociales où l'appartenance tribale conservait une signification pour la plupart de ces populations montagnardes. A l'heure venue, ces particularismes communautaires vont imprimer une singularité toute particulière aux affrontements fratricides. Mais deux séries de facteurs semblent avoir joué un rôle décisif dans le déclenchement de la crise :

- C'est d'abord la disparition prématurée d'un chef de l'envergure de Mostefa Ben Boulaïd (mars 1956), disparition qui marque le prélude à des luttes de succession d'une rare violence. Les prétentions de son frère Omar Ben Boulaïd, les ambitions d'Adjel Adjoul sont mal accueillies et annoncent l'ère des dissensions.
- Par ailleurs, les décisions adoptées lors du congrès de La Soummam en août 1956, en l'absence des représentants de l'Aurès n'ont pas fait l'unanimité. « En effet froissés dans leur amour propre, considérant que leur avis était considéré de peu d'importance par les organisateurs, par réaction, ces derniers [les dirigeants des Aurès] rejetèrent les résolutions de la plate-forme de la Soummam, inaugurant de sérieuses complications dans la situation d'instabilité qui prévalait déjà »<sup>8</sup>.

L'existence de cette contestation est loin d'être partagée par tous. Mansour Rahal donne la liste des chefs « légalistes » qui se sont rangés aux décisions prises lors du Congrès de La Soummam, répondant à la nécessité de « maintenir les Aurès dans la mouvance nationale, sous l'égide du FLN »<sup>9</sup>. C'est à eux qu'incombera la lourde tâche de procéder à la création des nouvelles structures conformément aux décisions du Congrès de la Soummam. Il fournit également la liste des principaux chefs dissidents dont la mort n'a pas mis fin à la crise.

Sur le terrain, la crise, en gestation dès l'arrestation de M. Ben Boulaïd, se complique, car « au fil du temps, des éléments du camp légaliste devaient entrer en rébellion vis-à-vis de l'autorité, tandis que des

---

<sup>8</sup> Mansour Rahal, *op.cit* ; p.153.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 153.

contestataires allaient opter pour la légalité, intégrer l'ALN, et même y assumer des fonctions à un haut niveau »<sup>10</sup>.

A l'appui de son témoignage, Mansour Rahal signale qu'au cours de l'année 1957, les rangs des dissidents comptent « plus de mille combattants en armes, opposés à environ 4000 combattants de l'ALN »<sup>11</sup> qui se partagent le territoire et se livrent à une double guerre : une guerre interne opposant les maquisards entre eux et une guerre menée contre l'armée française.

### Les Aurès en l'absence de Mostefa Ben Boulaïd

Avant de partir en Egypte, Mostefa Ben Boulaïd confie le commandement à Bachir Chihani qui sera secondé par Abbas Laghrour et Adjel Adjoul<sup>12</sup>. Nous disposons de deux versions relatives à la crise qui éclate dès que la nouvelle de l'arrestation de Mostefa Ben Boulaïd parvient dans l'Aurès. Omar Ben Boulaïd, son frère, est l'un des premiers à revendiquer la succession. « Cette exigence népotique fut rejetée par Bachir Chihani, qui, dans un effort de conciliation, lui accorda la présidence d'honneur. Une mesure qui s'avéra insuffisante puisqu'il persista à conspirer<sup>13</sup> » écrit Mansour Rahal.

De son côté, Mohamed Larbi Madaci nous offre le récit que lui a fait Messaoud Bellagoune. A la fin du mois de mars 1955, Chihani organise à Louestia (Kimmel) un regroupement de l'ensemble des responsables de l'Aurès. C'est au cours de cette réunion qu'un premier clivage éclate, à l'annonce de la désignation d'Omar Ben Boulaïd comme responsable de l'*Idara*, Chihani préférant passer en second. Selon Adjel Adjoul, « Chihani avait succombé devant les arguments de Messaoud Benaïssa, Ammar Maâche, Meddour Azoui et Tahar Nouichi »<sup>14</sup>.

Passé le moment de surprise, l'assemblée se divise en deux clans : l'un autour d'Omar Ben Boulaïd, rejoint par Ammar Maâche, Messaoud Benaïssa, Meddour Azoui, Tahar Nouichi. Un second clan, majoritaire, se forme autour d'Abbas Laghrour, Adjel Adjoul, Ali Baâzi, Ali Benchaïba, Mohamed Ben Messaoud, Abdelwahab Othmani, Messaoud Bellagoune, Mostefa Boucetta et Sidi Henni.

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, p.154..

<sup>11</sup> *Ibid.*, p.155.

<sup>12</sup> C'est au cours de ce déplacement que Mostefa Ben Boulaïd est arrêté le 11 février 1955, dans le sud tunisien.

<sup>13</sup> Rahal, Mansour, *op.cit.*, p.64 et 152.

<sup>14</sup> Madaci, Mohamed Larbi, *op.cit.*, p. 64 et 152.

La réunion se termine sur un compromis grâce à l'entremise du vieux Messaoud Bellagoune qui propose Omar Ben Boulaïd à la tête de *l'Idara* à titre honorifique. La proposition est acceptée et adoptée par le vote.

A l'issue de ce regroupement, la nouvelle direction est donc composée d'Omar Ben Boulaïd, de Bachir Chihani son second, d'Abbas Laghrour (adjoint militaire) et Adjel Adjoul (adjoint politique). Dans la nouvelle organisation, Messaoud Benaïssa est chargé de l'épineuse question du ravitaillement. Mais très rapidement, dans le courant du mois d'avril 1955, Messaoud Benaïssa abandonne son poste à El Hara et s'en va rejoindre le maquis de Chelia tenu par Ammar Maâche. Aux dires de Messaoud Bellagoune « il ne supportait pas de voir Adjoul installé avec les chefs à Galaâ<sup>15</sup> ». Il est suivi aussitôt par Azoui Meddour.

Entre temps plusieurs incidents surviennent entre les membres du quarteron dirigeant : Omar Ben Boulaïd critique ouvertement Laghrour Abbas. Il l'accuse de « faire partie du clan Nemouchi qui n'a pas accepté son élection à la tête de la Révolution »<sup>16</sup> et d'être hostile à sa famille. Au début du mois de juin, Chihani réunit les différents chefs de l'Aurès dont Ben Boulaïd Omar, dans son PC de Galaâ. Vis à vis de Ben Boulaïd Omar, il adopte une attitude conciliante en lui confiant une seconde mission d'inspection vers Chelia. C'est lors de cette rencontre que Chihani Bachir évoque le cas de Benaïssa Messaoud « qui a quitté son poste d'El Hara sans la permission du commandement »<sup>17</sup>.

Dès cette époque, Ben Boulaïd Omar ne cache pas ses ambitions et cherche à éliminer ceux qu'il considère comme ses rivaux, c'est-à-dire : Bachir Chihani, Laghrour Abbas et Adjoul Adjel . Il s'appuie sur Benaïssa Messaoud, Benakcha Mohamed Cherif, Azoui Ahmed ... qui partagent ses visées en s'impliquant dans la préparation du complot. C'est Abbas Laghrour qui découvre l'affaire au cours d'un repas offert à Ghabrouri Mohamed et Maache Ammar. Ces derniers étaient porteurs de tracts hostiles au commandement. Comme le fait remarquer Madaci Mohamed Larbi, la Révolution vivait, huit mois après son déclenchement, son premier complot qui entraîna la passation par les armes de Ghabrouri Mohamed, à Galaâ.

Chihani Bachir avait été mis au courant par Laghrour Abbas et Adjoul Adjel. La rencontre fut orageuse : les accusations pleuvent sur Adjoul Adjel qui a délivré aux deux complices de Ben Boulaïd Omar des laissez passer. C'est à cette occasion qu'Adjoul Adjel étale tous ses

---

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.68

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 95.

ressentiments, concernant notamment le choix de Ben Boulaïd Omar comme chef, malgré les recommandations de son frère. Chihani convoque Ben Boulaïd Omar et ses compagnons qui ne viendront jamais. Au mois de juillet 1955, la rupture est donc consommée entre Ben Boulaïd Omar, Benaïssa Messaoud, Azoui Ahmed ... et le reste des dirigeants de l'Aurès.

Ben Boulaïd Omar est alors remplacé par Saïd Farhi. Il est déclaré persona non grata en même tant que ses compagnons des rangs de l'ALN. Chihani Bachir donne ordre à Maarfi Hocine de procéder à leur arrestation<sup>18</sup>.

A cette date, l'atmosphère est telle que Chihani et Laghrour n'osent plus s'aventurer dans l'Aurès.

A la fin du mois de septembre 1955, Chihani organise un grand rassemblement dans la région du Djorf, une région haut-perchée dans les monts Nememchas. Ce sont quelques 300 partisans et un grand nombre de civils qui assistent à « cette porte ouverte destinée à faire connaître la Révolution et ses organes à la population »<sup>19</sup>. Surpris par l'encerclement de l'armée française, les combattants de l'ALN livrent une bataille de plusieurs jours et nuits. Les pertes sont énormes pour l'ALN : 45 maquisards sont tués, 40 autres sont faits prisonniers. Mais, les différents chefs sont sains et saufs. Ils regagnent le PC de Galaâ où « les retrouvailles ont terriblement manqué de chaleur »<sup>20</sup>.

En ce jour du 10 octobre 1955, tous écoutent le rapport sur la bataille. Rendez-vous est pris pour le 20 octobre, toujours à Galaâ. Chihani, sentant confusément le malaise général, tente de ressouder les rangs. Dans un discours très solennel, il invoque la mission que Ben Boulaïd lui a confiée avant de demander à ses adjoints de lui renouveler leur confiance.

C'est au cours de cette réunion qu'il prend diverses décisions parmi lesquelles l'affectation d'Adjoul Adjel et Abbas Laghrour à Tébessa, Cheriet Lazhar à Kimmel. Si les trois principaux membres du commandement acceptent sans broncher, leur désaccord n'est un secret pour personne. Madaci a recueilli le témoignage de Djoudi Bicha dit Bousenna, garde du corps de Chihani avant d'être remplacé par Kerbadou Ali. Il raconte les conditions de l'exécution de Chihani le matin du 23 octobre à Alinas. La responsabilité d'Adjoul Adjel et de

---

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.107. Saïd Farhi échoue dans sa mission, malgré le blocus établi autour de la région contrôlée par Omar Ben Boulaïd.

<sup>19</sup> Mohamed Larbi Madaci, *op.cit.*, p.113.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 126.

Laghrour Abbas est indéniable dans la liquidation de Chihani. La reprise du pouvoir par le duo Abbas Laghrour et Adjel Adjoul rentre alors dans sa seconde phase. Il s'agit d'éliminer Omar Ben Boulaïd et ses compagnons.

Désormais, trois chefs de guerre impriment à la Zone 1 de l'Aurès – Nememcha. L'évasion de Ben Boulaïd Mostefa le 13 novembre 1955 vient fausser leurs calculs. Pendant quelques mois, l'Aurès semble retrouver la paix et l'unité internes. Du moins jusqu'à la mort de Ben Boulaïd survenue le 23 mars 1956. « Cette date fatidique... a sonné le glas pour l'Aurès et les Nememcha »<sup>21</sup>.

### **L'épineuse question de la succession de Ben Boulaïd Mostefa**

Le 25 avril 1956, a lieu la rencontre de Taghedda (1900m) : sont présents Ben Boulaïd Omar, Benaïssa Messaoud, Nouichi Tahar, Azoui Ahmed, Ben Abdeslam Hocine, Hadj Lakhdar, Rehaili Mostefa, Benakcha Mohamed Cherif, Toreche Abdelhafid et Nouaouara Ahmed.

C'est Hadj Lakhdar qui prend la parole. Avant de procéder à la désignation d'un nouveau responsable, il demande à Messaoud Benaïssa de faire la paix avec Adjoul Adjel .... Puis il avance le nom de celui-ci pour remplacer Ben Boulaïd Mostefa. Le silence qui suit en dit long sur les rivalités des uns et des autres.

Tous sont contre. Finalement, les participants décident de composer un comité de 12 membres. Les nouveaux promus ne sont pas inconnus, ils font partie des premiers compagnons de Mostefa Ben Boulaïd. Il s'agit d'Omar Ben Boulaïd, Benaïssa Messaoud, Nouichi Tahar, Azoui Ahmed, Ben Abdesselem Hocine, Hadj Lakhdar, Rehaili Mostefa, Benakcha Mohamed Cherif, Toreche Abdelhafid, Bellagoune Meddour Azoui Ammar (Ces deux derniers sont absents à la réunion de Taghedda).

La première mesure que le nouveau comité prend, réside dans le transfert du PC de commandement à Oustili, situé au sud-est de Batna.

Le duo Omar Ben Boulaïd - Messaoud Benaïssa peut déclarer alors ouvertement les hostilités à l'encontre de Abbas Laghrour et d'Adjoul Adjel, dénoncé comme un traître et un assassin. Le bruit court qu'il est responsable de la disparition de Mostefa Ben Boulaïd<sup>22</sup>. Harcelé, Adjel Adjoul est contraint à la défensive, entre sa *mintaq*a de Kimmel et son fief familial de Dermoun, situé au sud-est de l'Aurès. Aussi n'assistera-t-il pas

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, p.188.

<sup>22</sup> Même Hadj Lakhdar soupçonne Adjel Adjoul d'avoir assassiné Mostefa Ben Boulaïd et d'avoir reçu le colis piégé par un caïd de la région, cf. Mohamed Larbi Madaci, *op.cit.*, p.194



au congrès de la Soummam, (pas plus que les autres dirigeants de l'Aurès) laissant le champ libre à Omar Ben Boulaïd de poursuivre son travail de sape.

Au mois de mai 1956, aucun chef ne parvient à s'imposer. On assiste plutôt à une fragmentation de l'autorité entre les trois chefs : Omar Ben Boulaïd règne sur le Chelia, Abbas Laghrour demeure à Galaâ et Adjoul Adjel à Kimmel.

Cette fragmentation a des répercussions sur la base des maquisards. Les alliances se tissent et se déclinent souvent selon les appartenances communautaires. Il est impossible de ne pas tenir compte de la prégnance de la segmentarité qui remodèle sans cesse les recompositions politiques, sans pour autant lui accorder le rôle décisif dans le choix des allégeances des uns et des autres. Adjoul Adjel n'a-t-il pas été trahi de toutes parts, y compris par « une partie des Serhana, sa propre tribu et les Chorfa, leurs alliés traditionnels »<sup>23</sup> ?

### **Amirouche dans les Aurès**

C'est à la mi-septembre 1956 que le colonel Amirouche de la *Wilaya* 3, est mandaté par la toute nouvelle structure de direction de la révolution, le CCE, pour mettre de l'ordre dans la nouvelle *Wilaya* 1 (ex zone 1 de l'Aurès). Accueilli par Omar Ben Boulaïd et ses compagnons, Amirouche jette les bases de la nouvelle organisation, territoriale, procède à des nominations, décerne des grades. Il est mis au courant de l'opposition d'Adjoul Adjel qu'il convoque à Kimmel. Celui-ci, discipliné et confiant dans la parole de Hadj Lakhdar rencontre Amirouche à Sidi Ali. Madaci donne un compte rendu de l'interrogatoire qu'il subit et auquel il répond sans détour. A la question sur « les circonstances exactes de la mort de Ben Boulaïd Si Mostefa », Adjoul Adjel déclare qu'il n'a appris sa mort que deux mois plus tard, de la bouche de Benchaïba Ali et Boucetta Mostefa, blessés eux-mêmes la nuit du 23 mars 1956. Quant à son absence de la rencontre de la Soummam, il précise qu'il a bien reçu l'invitation et « qu'il avait envoyé deux *tissal* pour (me) faire préciser le lieu et la date. J'attends toujours la réponse ». Sur ses liens avec Ben Boulaïd Omar: il ne cache pas l'absence de relation entre eux... Amirouche découvre une autre face de la situation qui prévaut dans l'Aurès : d'énormes dispositions, des hommes aguerris et une suspicion générale... en particulier entre Adjoul Adjel d'une part et le duo Ben Boulaïd Omar - Benaïssa Messaoud.

A la fin de l'audition, Amirouche décide de muter Adjoul Adjel. Mais, dans la nuit du 19 octobre 1956, Adjel Adjoul échappe par miracle à une tentative d'assassinat perpétrée par Ali Mechiche et Ahmed Azeroual. Blessé mais décidé à échapper à Omar Ben Boulaid et Messaoud Benaïssa, il se rend au camp français de Zeribet El Oued, le 1<sup>er</sup> novembre 1956<sup>24</sup>.

A l'issue de ces péripéties qui ont tourné, plus d'une fois, au drame, puisque plus d'un chef valeureux a été éliminé, la commission d'enquête dirigée par Amirouche tourne à l'échec. Pour l'avenir immédiat, les conséquences seront particulièrement graves. Les tensions qui existaient déjà sont encore plus attisées. Mieux encore, cet échec va être à l'origine de la cristallisation d'un vif sentiment de rejet à l'endroit des responsables kabyles et des membres du CCE. Ainsi la nomination de Mahmoud Chérif par celui-ci, à la tête de la *wilaya* 1 ne sert qu'à raviver l'enlèvement dans la dissidence. Et dans la pratique, depuis la mort de Mostefa Ben Boulaid, « on ne sait qui commande dans la théorique *Wilaya 1* » conclut Meynier Gilbert<sup>25</sup>. Il faudra de nouveaux sacrifices, d'autres tentatives de réconciliation pour aboutir à l'anéantissement définitif de la dissidence, au printemps 1960, sous la direction énergique de différents commandants comme Nmer Ali, Hadj Lakhdar, Bennoui Mostefa. Cette histoire pleine de tumulte et de rebondissements multiples finit à l'avantage de l'ALN et du FLN.

Meynier Gilbert analysant, à partir des archives, les cheminements de la dissidence dans les Aurès, la met sur le compte des tensions inhérentes à l'appartenance communautaire et les impératifs de la construction de l'état-nation. La violence inouïe qui mettra aux prises les uns et les autres, eut, au bout du compte, par épuisement, un effet de « régulation entre communautés » et l'imaginaire national en sortit renforcé. Mais à quel prix ? Il est certain que le contexte de guerre, son évolution, ses contraintes, la durée même du conflit n'ont pas facilité les choses aux efforts de consolidation du pouvoir du Front de libération nationale en pleine gestation.

Concrètement, il s'agit de la mise en place d'un embryon d'une administration- appareil bureaucratique. A la veille de son départ pour l'Égypte, Ben Boulaid Mostefa a confié l'*Idara* à Bachir Chihani. Cet appareil bureaucratique ne va pas rencontrer l'adhésion de tous surtout si l'on songe à la composition sociale de l'ALN/FLN (ce sont des

---

<sup>24</sup> *Ibid.* 190 et suivantes

<sup>25</sup> Meynier, Gilbert, *Histoire intérieure du FLN, 1954-1962*, Paris, Fayard, 2002, p. 393. L'auteur a exploité les archives du SHAT dont la teneur ne contredit pas les mémoires publiés ces dernières années en Algérie.

maquisards profondément ancrés à leur communauté, *arch, ferka...*). Autrement dit, le processus d'intégration de ces communautés rurales modelées par les rapports de parenté et de clientèle va s'avérer d'autant plus difficile qu'il y a urgence pour le FLN à consolider son autorité et sa main mise sur la direction de la révolution. En filigrane, se profile l'autre lutte menée contre le MNA de Messali Hadj.

### **La multiplication des dissidences**

La dissidence a non seulement existé dans les maquis de l'Aurès-Nememcha mais également à la frontière algéro-tunisienne où s'installa le camp Chaâmbi, défiant les responsables du FLN-ALN de Tunis. La gravité de cette sédition est telle que ces derniers furent contraints d'envoyer plusieurs médiations, chapeautées par les plus hautes responsabilités, pour en venir à bout. Certaines essuieront un cuisant échec. D'autres ont réussi à trouver un compromis : ainsi la mission confiée aux colonels Hadj Lakhdar et Nasser - Mohammedi Said, (chef de l'Etat-major de l'Est depuis octobre 1957) dans le courant de l'année 1959 auprès du camp des dissidents Chaâmbi, dirigé par Djilali Othmane<sup>26</sup> à la frontière algéro-tunisienne.

Après le départ des deux colonels, Bouhara A. séjourna parmi ces dissidents en tant qu'officier instructeur. Il apprend que la révolte de ces maquisards n'obéit pas à une anarchie atavique mais à un réel mécontentement suscité par les décisions du congrès de la Soummam, les exécutions arbitraires des colonels Lamouri, Nouaoura survenues en mars 1959 et la mise à l'écart de nombreux cadres... or « ils avaient été habitués, depuis le début de la révolution à une forme de consultation au sujet de la désignation des chefs »<sup>27</sup>. Nous savons peu de choses sur l'état d'esprit de ces dissidents, mais les différentes relations de ces déchirements internes renseignent sur la gravité des griefs et donnent à réfléchir autrement sur les pratiques des dirigeants du FLN-ALN. En d'autres termes, derrière la dissidence des uns, l'historien est appelé à réfléchir sur l'interface, c'est-à-dire sur l'évolution du système politique mis en place par le FLN/ALN, sa composition et la nature des mécanismes de son fonctionnement.

---

<sup>26</sup> Cf. Bouhara, Abderazak, *op. cit.*

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 199.

## Usages du passé et pratique de l'histoire

L'historien du temps présent ne peut qu'applaudir devant ce foisonnement de la mémoire et de la mise à sa disposition de tant de matériaux sans oublier les pièces d'archives qui accompagnent la plupart des textes.

Par ailleurs, il est très intéressant d'apprendre que Adjoul Adjel aurait rédigé ses mémoires et que le président Boumédiène (1965-1979) l'avait dissuadé de les publier, parce que « ce n'est pas encore le moment »<sup>28</sup>. Il n'est pas le seul, Bentobbal Lakhdar dont les *Mémoires* sont déjà rédigés, s'oppose encore à leur publication<sup>29</sup>.

En fait, derrière le goût du secret cultivé par certains responsables du FLN et ALN, se dissimule toute une conception patrimoniale des archives. D'où la conservation de nombreux papiers par les maquisards, les chefs de *wilaya*...

La politique adoptée par le Ministère des Anciens Moudjahiddines abonde dans ce sens. En s'arrogeant le droit d'écrire l'histoire de cette période, considérant que, seuls ceux qui *ont participé à la guerre* sont habilités à le faire, le ministère des Anciens Moudjahiddines a engagé la recherche historique dans une véritable impasse. La situation est encore aggravée par le fait qu'une partie importante des archives est conservée en France. Et dans ce qui a pu échapper à la destruction comme les archives des instances dirigeantes, celles des responsables à l'échelle des *Wilayas*, celles de l'Etat-major (Oujda et Ghardimaou), tout n'a pas été remis au Musée du Moudjahid ou versé aux Archives Nationales. La meilleure preuve figure dans les importantes annexes jointes à la plupart des textes publiés. Si une telle attitude n'est pas propre à l'Algérie, elle ne peut être justifiée.

Toutefois, il est heureux de constater, ces dernières années, que l'amplification du phénomène de publier ses mémoires a pallié à l'absence d'archives publiques a contrario. Ce qui fournit aux historiens des matériaux de toute sorte, comprenant des rapports de réunion, de simples relations d'évènements, des photos, des correspondances... Le devoir de mémoire ouvre enfin la voie à l'écriture de l'histoire. Mais en l'absence des archives publiques, celles-là mêmes que l'Etat conserve, le devoir de mémoire reste à sens unique et ne peut générer la dynamique

---

<sup>28</sup> Madaci, Mohamed Larbi, *op. cit.*, p. 90.

<sup>29</sup> Meynier, Gilbert, « Idéologie et culture politique de la Révolution algérienne dans les *Mémoires inédits* de Lakhdar Ben Tobbal », in *La guerre des Algériens*, Paris, A. Colin, 1997, pp.263-281.

culturelle espérée. Bien au contraire, il y a un grand risque de voir se perpétuer la monopolisation de la parole par les acteurs d'hier.

En effet, la profusion de la production mémorielle, en exhumant le passé, participe à sa manière à la fabrication d'un discours de légitimation dont on devine les enjeux de pouvoir. Toutes les sociétés en crise ne « convoquent-elles pas le passé pour conjurer les périls »<sup>30</sup> ? Certes oui, mais il y a la crainte que ces récits modèles d'un engagement et fruit d'une expérience unique ne visent comme objectif final qu'une transmission circulaire.

De ce point de vue, il est à craindre que l'usage du passé ne corresponde point aux attentes des historiens qui se distinguent par une pratique autre, c'est-à-dire une pratique de représentation critique du passé où la mémoire est saisie comme objet de l'histoire. C'est à cette seule condition que l'on peut éviter la confusion des genres entre le travail de remémoration et celui de l'élaboration historique.

Enfin, il reste à espérer que l'émergence d'un sujet parlant ou témoignant conduise à l'émergence de *la mémoire du citoyen*. C'est sans aucun doute, en abordant tous les pans de cette histoire pleine de bruits et de fureurs que l'on peut se réconcilier avec son passé et envisager l'avenir.

---

<sup>30</sup> Rioux, Jean Pierre, *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990.